INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 31 janvier 2023**

**INFOS MACRO**

* Les Bourses européennes ont clôturé en ordre dispersé. Le CAC 40 a fini stable se maintenant au-dessus des 7 000 points (7082,42 points) après avoir passé l'essentiel de la séance dans le rouge. Le principal indice parisien a connu un mois de janvier record, avec un gain de 9,4%. L'EuroStoxx50 a gagné 0,15% à 4 165,02 points. A Wall Street, les indices sont en légère hausse. Vers 17h50, le Dow Jones gagne 0,32% à 33 823 points.
* Les investisseurs seront attentifs mercredi soir aux décisions de la Fed qui devrait relever ses taux d'intérêt de 25 points de base, à 4,50-4,75%. En attendant le discours très attendu de Jérome Powell, ils savent désormais que le Fonds monétaire international (FMI) a légèrement relevé ce mardi sa prévision de croissance mondiale pour 2023 grâce à une demande "étonnamment résiliente" aux Etats-Unis et en Europe, à la baisse des prix de l'énergie et de la réouverture de la Chine.
* Dans ses nouvelles perspectives économiques mondiales, le FMI prévoit une croissance mondiale de 2,9% cette année, soit 0,2 point de pourcentage de plus que prévu en octobre, après 3,4% en 2022.
* Après la Fed, la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre (BoE) dévoileront à leur tour jeudi leurs décisions. Les marchés espèrent une hausse de leurs taux de 50 points de base.
* Côté statistiques, une pluie d'indicateurs a été publiée. L'économie de la zone euro a enregistré au quatrième trimestre une croissance inattendue de 0,1%. En France, La croissance ur la même période est ressortie à +0,1%. Le taux d'inflation en France est remonté à 6 % sur un an après 5,9 % en décembre. "Cette légère hausse de l'inflation serait due à l'accélération des prix de l'alimentation et de ceux de l'énergie", estime l'insee.
* Les résultats de sociétés ont encore animé les échanges. Fortunes diverses pour les valeurs du secteur bancaire.
* Les données économiques étaient particulièrement nombreuses aujourd'hui allant du bon à l'inquiétant : PIB et inflation en France, ventes au détail en Allemagne, PIB de la zone euro.. Au final, l'euro grappille 0,04% à 1,0858 dollar peu après 17 heures. Les cambistes attendent les actions et commentaires de la Fed demain soir et de la BCE, jeudi. Pictet Wealth Management pense que la BCE n'a pas d'autre choix que de relever ses taux de 50 points de base et de réitérer son orientation hawkish de décembre.

Le gestionnaire d'actifs s'attend à ce que le communiqué réitère l'engagement de la BCE à relever les taux directeurs "de manière significative et à un rythme régulier afin d'atteindre des niveaux suffisamment restrictifs pour assurer un retour rapide de l'inflation vers l'objectif à moyen terme de 2 %", ce qui correspond à une troisième hausse consécutive de 50 points de base en mars.

* Selon UBS, le récent rallye de 65% enregistré par le minerai de fer est principalement dû à des spéculations sur la réouverture de la Chine plutôt qu'à un marché tendu. Le spécialiste met en garde contre le potentiel de baisse de cette matière première utilisée principalement pour la fabrication d'acier. De 130 dollar la tonne actuellement, il anticipe un cours de 95 dollars la tonne en fin d'année, de 80 dollars la tonne d'ici fin 2024 et de 75 dollars la tonne d'ici fin 2025.
* L’Association des constructeurs automobiles européens (Acea) a annoncé ce mardi qu’elle s’attendait à ce que le marché automobile européen commence à se redresser en 2023 avec une progression des ventes d’environ 5% à 9,8 millions de véhicules. « Avec la transition vers une mobilité zéro émission, l'industrie automobile est à un tournant », affirme Luca de Meo, PDG du Groupe Renault, en tant que Président de l'Acea dans une lettre ouverte aux dirigeants européens, dénonçant notamment les conséquences du "paquet climat" et de la future norme Euro 7 pour son secteur.

Dans une lettre ouverte adressée à la présidente de la Commission Ursula von der Leyen et à la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, Luca de Meo regrette que l'UE ait choisi une approche réglementaire plutôt qu'une approche incitative comme d'autres régions. " Les récentes décisions politiques risquent de placer l'industrie automobile européenne dans une situation encore plus défavorable par rapport à ses concurrents chinois et américains ".

Il souligne que les États-Unis et la Chine " soutiennent et stimulent massivement leur industrie, notamment par le biais de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA) et du plan "Made in China 2025" (MIC) ".

Or, poursuit-il " dans le cadre du paquet climatique ‘Fit for 55', il nous est demandé de réduire les émissions des voitures particulières de 100 % d'ici à 2035 ", ce qui représente " un effort bien plus important que dans tout autre secteur ".

Luca de Meo cible cependant surtout la récente proposition Euro 7/VII, qui obligerait les constructeurs de véhicules à investir des milliards d'euros dans les moteurs et les technologies de post-traitement des gaz d'échappement, " pour des gains environnementaux minimes ". L'industrie redoute de devoir " déplacer d'importantes ressources techniques et financières des véhicules électriques à batterie et à pile à combustible vers le moteur à combustion interne ", alors que ces fonds pourraient être mieux utilisés dans " les technologies zéro émission ".

La proposition Euro 7/VII dans sa forme actuelle pourrait conduire selon l'Acea à la fermeture d'"au moins quatre usines à court terme pour un constructeur automobile comme Renault", d'où "un risque important de mettre en péril l'emploi de 300 000 personnes en Europe".

* L'indice de confiance des consommateurs du Conference Board est ressorti à 107,1 en janvier, à comparer avec un consensus de 109 et après 109 en décembre, chiffre révisé de 108,3.

**SOCIETES**

* A Paris, Société générale (+2,50%) a figuré parmi les plus fortes hausses du CAC 40. A l'inverse, UBS a perdu 2% en dépit d'un bénéfice net meilleur que prévu pour 2022. UniCredit a bondi de plus de 12 %, après l'annonce de la prochaine distribution de 5,25 milliards d'euros à ses actionnaires sur la base de ses solides résultats 2022. Seb a brillé au sein du SBF 120 gagnant près de 8% après avoir annoncé viser le haut de sa fourchette d'objectifs de marge annuelle.
* La Caisse des Dépôts et Consignations va prendre le contrôle d'Orpea, dont elle détiendra 50,2% du capital, affirme "Libération", citant deux sources proches des discussions. Le quotidien précise qu'une partie des créanciers a accepté de "tirer un trait sur 70% de 3,5 milliards d'euros de dettes consenties au groupe privé de maisons de retraite" . L'accord qui valorise Orpea à 1,15 milliard d'euros doit être validé demain mercredi par le conseil d'administration de La CDC et ceux de ses partenaires.

L'accord aurait été scellé le vendredi 27 janvier grâce à la médiation de l'avocat Antoine Gosset-Grainville, ex-numéro 2 de la CDC, appelé à l'aide par les nouveaux dirigeants d'Orpea. Le compromis prévoirait de convertir en actions les milliards de dettes du groupe, avec à la clé une perte sèche pour les créanciers qui ne récupéreront qu'environ 30% de leur apport.

" La prise de contrôle d'Orpea par la Caisse des dépôts pourrait marquer un tournant dans l'histoire du groupe " " et peut être du secteur ", a déclaré sur Twitter le journaliste Victor Castanet, auteur de l'enquête " Les Fossoyeurs " à l'origine de l'effondrement du cours d'Orpea. " Si la CDC tient ses engagements, les exigences de rentabilité vont diminuer. Ce qui devrait améliorer, à terme, les conditions de vie en Ehpad ".

La cotation du titre est suspendue depuis lundi à la demande du groupe.

* Seb a fini en tête du palmarès de l'indice SBF 120, le titre flambant de 7,94% à 95,85 euros. Le spécialiste du petit électroménager et des articles culinaires, qui a réalisé en 2022 des ventes en recul de 1,2% à 7,96 milliards d’euros, a enregistré un repli de son activité de 4,7% à données comparables. "L'activité du groupe a bien résisté dans la plupart des zones géographiques dans lesquelles il opère, et le quatrième trimestre a affiché une tendance d'activité légèrement plus favorable " a déclaré Stanislas de Gramont, Directeur général du groupe.

Sur cette période, les revenus ont atteint 2,4 milliards d'euros, en repli de 5,6% en données comparables.

Dans le détail, les ventes ont reculé dans le 'Grand Public' (-5,9%) avec -11,1% dans la zone EMEA, -5,5% dans la zone Amériques mais en croissance de 2,3% en Asie.

Les ventes de la catégorie 'Professionel' progressent, elles, de 9,2% entre 2021 et 2022.

Le direction a fait savoir que ces résultats étaient le signe d'une bonne résilience malgré un environnement géopolitique tendu et par rapport à un historique 2021 record. En comparaison de 2019, le chiffre d'affaires 2022 est en progression de 8,2%.

* Elis s'est adjugé 1,58% à 16,10 euros à la Bourse de Paris, le groupe de blanchisserie industrielle ayant enregistré un chiffre d'affaires 2022 " record ", à 3,82 milliards d'euros, en croissance de 25,3%. Après une année marquée par la reprise de l'hôtellerie, le spécialiste des solutions de location-entretien d'articles textiles, d'hygiène et de bien-être, présent en Europe et en Amérique latine, anticipe une croissance organique du chiffre d'affaires 2023 supérieure à 10%. Le résultat net courant par action 2022 est toujours attendu au-dessus de 1,45 euro.

Elis souligne que la croissance est restée forte au quatrième trimestre 2022 à +20,7% dont +15,7% en organique. En Hôtellerie-Restauration, l'activité des clients est revenue au niveau de 2019 depuis le printemps 2022 : la France, l'Europe du Sud et le Royaume-Uni affichent des taux de croissance organique nettement supérieurs à +20%.

* Riber a gagné 1,85% à 1,64 euro : l'équipementier pour le secteur des semi-conducteurs prévoit un net retour de la croissance cette année après avoir souffert en 2022 de difficultés d'approvisionnement en composants électroniques. Le chiffre d'affaires annuel a ainsi reculé de 11% à 27,8 millions d'euros. Les revenus ont cependant progressé de 2% à 15,6 millions d'euros au quatrième trimestre.

Riber peut se permettre d'être plus optimiste pour 2023 grâce à un carnet de commandes multiplié par 2 (+102%) par rapport à l'année précédente à 29,9 millions d'euros.

Les commandes de systèmes MBE sont en forte croissance de 212% à 24,6 millions d'euros et incluent 11 systèmes. Ce carnet ne tient pas compte de l'option d'achat annoncée le 8 juin 2022 pour 4 machines de production dont les commandes fermes seront confirmées en 2023 avec l'obtention de la licence d'exportation.

" Les commandes de services et accessoires sont conjoncturellement en retrait en fin d'année 2022 précise le spécialiste des équipements pour le secteur des semi-conducteurs.

**ANALYSE**

* Comme des promeneurs surpris d'avoir échappé à un orage inévitable. Gouvernants et prévisionnistes n'en reviennent pas : alors que l’activité économique devait chuter, elle résiste. En Europe, directement impactée par les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, comme aux Etats-Unis, et dans les pays émergents.

Les institutions financières privées traduisent leur étonnement en questions. « Récession ? Quelle récession ? », s'interrogent les conjoncturistes de la Deutsche Bank, qui ont fait basculer dans le vert leur prévision pour la zone euro en 2023 (+0,5 % au lieu de -0,6 % prévu en décembre). « La récession a-t-elle été annulée ? » demandent les économistes du gestionnaire américain d'actifs Columbia Threadneedle.

Il y avait une source majeure d'inquiétude : l'accélération des prix. Elle a brutalement amputé le pouvoir d'achat du consommateur, qui tire la production et donc la croissance. Elle a aussi poussé les banques centrales à relever les taux d'intérêt, ce qui doit peser sur les investissements, en particulier dans l'immobilier.

Pourquoi ces freins ont-ils moins joué que prévu ? En Europe, une grosse crainte s'est éloignée : le gaz n'a finalement pas manqué, pour trois raisons. D'abord, les opérateurs ont rempli leurs réservoirs au maximum (d'où la flambée des prix en août dernier), y compris avec des molécules russes.

Ensuite, les températures ont été douces en novembre-décembre, diminuant le besoin de chauffer. Enfin, les industriels comme les particuliers ont changé leurs comportements, révélant une souplesse insoupçonnée.

Il faut dire que les salaires ne sont pas restés inertes, sans qu'on puisse pour l'instant parler d'emballement. Les salaires minimaux ont été relevés dans plusieurs pays, et les entreprises ont accordé des augmentations plus fortes. Erwan Gautier, économiste à la Banque de France, a récemment examiné le cas de la France.

Son constat est clair. Le SMIC a été relevé à quatre reprises en l'espace d'un an. Les minima sociaux figurant dans les accords de branche professionnelle ont progressé de 5 % entre la fin 2021 et la fin 2022. Et les indicateurs les plus classiques, le salaire mensuel de base (hors primes et heures supplémentaires) et le salaire moyen par tête (y compris primes, heures supplémentaires, et effets de composition de la main-d’œuvre) « ont tous les deux augmenté de 3,7 % sur un an ».

C'est moins que la hausse des prix, qui a dépassé 6 %. Mais ces augmentations ont limité la casse. Et le choc a aussi été amorti par les dizaines de milliards injectés par les pouvoirs publics afin de plafonner la hausse des tarifs de l'énergie et verser des subventions ciblant les foyers les plus vulnérables. Dans l'Union européenne, le moral des ménages a plongé très bas, mais il remonte depuis octobre.

Indicateur de confiance des consommateurs en Europesource : Commission européenne

Aux Etats-Unis, les entreprises ont davantage augmenté les salaires, car elles peinent à recruter. Et les particuliers ont cherché à préserver leur consommation en puisant dans leur épargne gonflée lors des années Covid.

Mais l'inquiétude n'a pas disparu. Car les prévisionnistes ont beaucoup de mal à évaluer le calendrier. Quand il y a un choc, il est facile d'imaginer un effet rapide, comme si l'économie réagissait à un coup de marteau, alors que les effets se diffusent lentement, comme dans une tuyauterie.

Dire que « la flambée des prix du pétrole dans les années 1970 a provoqué une récession et l'inflation » prend cinq secondes. Mais dans la réalité, il a fallu beaucoup plus de temps. Alors que les prix du pétrole ont été multipliés par quatre fin 1973, l'activité a commencé à se retourner neuf mois plus tard. En France, le pouvoir d'achat des salaires a ralenti en 1974-1975 avant de bondir de près de 6 % en 1976.

Autre exemple : fin 2014, les prix du pétrole ont brutalement dévissé. Nombre d'experts ont alors prédit une année 2015 très dynamique pour les pays consommateurs de pétrole. Or l'accélération de la croissance s'est produite seulement à partir de la fin 2016 !

Aujourd'hui, il y a encore beaucoup de hausses de prix dans les tuyaux. La poussée des coûts de production (énergie, matières premières, salaires) va continuer d'entraîner des relèvements des prix de vente pendant des mois. Michel-Edouard Leclerc, patron de la chaîne de distribution du même nom, annonce « un sommet entre avril et juin ».

A l'automne, trois autres risques se profilent, sur les prix comme sur l’activité. Premier risque : il va à nouveau falloir remplir les cuves de gaz. Sans pomper cette fois-ci de gaz russe, qui livrait près de la moitié des volumes brûlés en Europe avant l'invasion de l'Ukraine.

Deuxième risque : le redémarrage de la Chine, après trois années de bridage pour cause de Covid. Bonne nouvelle, car les goulots d'étranglement sur les produits made in China devraient disparaître et la demande chinoise va soutenir l'activité mondiale. Mais cette demande va doper les cours des matières premières, et pas seulement du gaz.

Troisième risque : en augmentant vite leur taux d'intérêt depuis le printemps dernier, les banques centrales provoquent un renchérissement du crédit qui pèse sur l'activité. « Le mécanisme de transmission se caractérise par des délais longs, variables et incertains », reconnaît la Banque centrale européenne sur son site Internet. On compte ici non en semaines, mais en trimestres voire en années. Si la récession ne semble pas devoir se concrétiser en ce début d'année, elle reste dans le paysage.

**L’AGENDA DU 1er février 2023**

**9h50 en France**
Indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en janvier

**9h55 en Allemagne**
Indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en janvier

**10h00 en zone euro**
Indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en janvier

**11h00 en zone euro**
Inflation en janvier
Taux de chômage en décembre

**14h15 aux Etats-Unis**
Enquête ADP sur l'emploi privé en janvier

**15h45 aux Etats-Unis**
Indice des directeurs d'achat pour le secteur manufacturier en janvier

**16h00 aux Etats-Unis**
Dépenses de construction en décembre
Rapport Jolts sur les nouvelles offres d'emploi en décembre
Indice des directeurs d'achat (ISM) pour le secteur manufacturier en janvier

**16h30 aux Etats-Unis**
Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers

**20h00 aux Etats-Unis**
Décision de politique monétaire de la Fed